

Subsides

de Kamloops-Cariboo a fait remarquer plus tôt que lors de la tenue d'un scrutin en Colombie-Britannique, plus des deux tiers des éleveurs s'étaient prononcés en faveur de la participation au programme que la province de Colombie-Britannique avait mis de l'avant. La province a depuis connu un changement de gouvernement, et l'actuel ministre de l'Agriculture m'écrivait récemment que la Colombie-Britannique a l'intention de poursuivre ce programme d'assurance-revenus à l'intention des éleveurs de bovins et des naisseurs, mais qu'il tenait à savoir quand serait institué un programme fédéral afin d'y participer.

Pour ce qui est de l'Alberta, la moitié des bovins de boucherie au Canada proviennent de cette province. Le ministre de l'Agriculture de l'Alberta se dit en faveur d'un programme de ce genre. Il veut un programme national de quelque sorte. Quant au ministre et au premier ministre de la Saskatchewan, comme le premier ministre de l'Alberta, ils se sont prononcés en faveur d'un programme national.

La Fédération canadienne de l'agriculture a comparu récemment devant le cabinet et le président de la Fédération de l'agriculture de la Saskatchewan était présent. Il a déclaré vouloir ce programme et 1,600 personnes ont appuyé à l'unanimité cette proposition à la réunion annuelle des municipalités rurales de la Saskatchewan. Je lui ai demandé si des représentants de l'Association des éleveurs de bovins de la Saskatchewan ou de l'Association canadienne des éleveurs de bovins s'étaient prononcés contre, et il a répondu qu'il n'y avait eu aucune voix dissidente. J'ai répété: «Y avait-il des membres?» Il a répondu qu'il était président de la Fédération de l'agriculture de la Saskatchewan et membre de l'Association des éleveurs de la Saskatchewan, qui n'est pas le porte-parole de tous les éleveurs de la Saskatchewan ou de l'Ouest. La question se complique, et je comprends de moins en moins.

● (2040)

Le député a parlé du marché nord-américain comme si c'était le seul au monde. Et pourtant je reviens d'une réunion à laquelle assistaient des représentants des États-Unis, du Mexique, du Canada, de l'Amérique centrale, des Antilles et de l'Amérique latine dans le but d'élaborer un programme d'aide aux pays d'Amérique du Sud. Des accords horizontaux devaient avoir lieu entre certains des pays en voie de développement de cette région, et les nations bien nanties devaient aider les indigentes.

Le député de Medicine Hat croit qu'on ne devrait s'occuper que du marché américain, c'est peut-être vrai pour le bétail sur pied. Mais je lui demande de considérer la question de la façon suivante: La banque mondiale et les banques nord-américaines ont prêté à l'Uruguay plus de 80 millions de dollars pour l'aider à construire une usine de conditionnement et de réfrigération, et le marché du bœuf s'est effondré à ce moment-là. Il y a eu la crise du bœuf. Considérons maintenant le cas de Panama, du Guatemala et d'autres pays voisins. Les États-Unis les ont encouragés à produire de la viande de bœuf. Qu'est-il arrivé? Tous les producteurs sont désillusionnés et déçus, ils sont dans la dèche. Ils ont emprunté à la banque mondiale, aux banques latino-américaines, à la banque de développement internationale et à d'autres encore pour devenir éleveurs et maintenant ils sont fauchés. Quelle sorte d'aide ces pays nous demandent-ils maintenant? Ils nous demandent de les aider à combattre la fièvre aphteuse. Pourquoi? Pour exporter du bœuf aux pays en voie de développement. Aussi, si le député s'imagine que nous ne nous intéressons qu'au marché nord-américain, il se trompe.

[M. Whelan.]

J'aimerais signaler au député ce qui s'est passé sur le marché australien. Si je me trompe, j'espère que le député me corrigera, mais il a dit, je crois, que les Australiens nous exportaient du bœuf à un prix, par livre, inférieur de 15c. à celui qu'ils demandent aux Américains. A une époque, c'est ce qu'ils faisaient; nous leur avons fait des remarques. Nous ne savons pas pourquoi ils le faisaient. Nous croyons que c'était au moment où l'Australie encourageait les exportateurs à trouver des marchés et les obligeait à exporter vers un troisième marché avant d'obtenir le droit d'exporter aux États-Unis. En vertu de ce programme d'encouragement, les producteurs qui exportaient un certain nombre de livres vers certains pays, pouvaient expédier un certain contingent de bœuf vers les États-Unis. Aussi, ils demandaient au Canada 15 cents de moins qu'aux États-Unis pour leurs produits.

M. Hargrave: Ils le font encore.

M. Whelan: Ils ne sont pas censés le faire. S'ils le font, ils violent l'entente et, à mon avis, ils ne respectent certainement pas leur engagement en tant que commerçants et partenaires du Commonwealth. Nous allons leur dire. Mais nous ne connaissons aucun fait justifiant la plainte du député.

A la suite de ce programme de stimulants, les prix du bœuf australien étaient plus bas au Canada qu'aux États-Unis. L'Australie ne considère plus le Canada comme un pays donnant droit à des crédits pour les exportations aux États-Unis, et les prix qui tendent à se fixer, nous semblent marquer une différence entre les États-Unis et le Canada qui est normale.

J'essaie de répondre aux questions le plus rapidement possible. Je crois que le député a laissé entendre que nous avions accepté de limiter nos exportations de viande aux États-Unis. Nous n'avons accepté aucun contingent. Il n'y en a pas, même si, à deux reprises, j'ai vu que la presse y a fait allusion. Nous n'avons pas limité le nombre de livres de viandes échangées entre le Canada et les États-Unis. Je répète qu'il n'y a pas de contingent cette année. Nous échangerons nos estimations sur le commerce de viande entre les deux pays et nous suivrons de près les tendances au cours de l'année à venir. Si l'équilibre est rompu, nos fonctionnaires doivent se rencontrer. Voilà le genre d'entente que nous avons conclu. Aucun nombre n'y figure. Par deux fois, j'ai vu des allusions à cela dans la presse et à la télévision. J'ai immédiatement communiqué avec mes fonctionnaires et leur ai dit: «Nous n'avons convenu d'aucun chiffre.» A quoi ils m'ont répondu: «Non, et nous ne savons pas où les journalistes ont pêché cela.»

Le député a mentionné le communiqué de presse de décembre et a laissé entendre que nous avions quelque chose s'apparentant à une loi sur les importations de viande. En réalité, je parlais de lier les importations de viande à une autorisation générale d'importation de viande et à la loi sur les licences d'exportation et d'importation—

Le président suppléant (M. Bécharde): A l'ordre, je vous prie. Je dois interrompre le ministre...

M. Whelan: J'ai terminé, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Bécharde): ... car le temps qui lui était alloué est expiré.

M. Whelan: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Je me demande si je ne pourrais pas répondre à une autre question?